

INITIATIVE POUR LA FORÊT DE L'AFRIQUE CENTRALE



Appuyer les pays d'Afrique centrale à haut couvert forestier à mettre en oeuvre l'accord de Paris sur le climat, lutter contre la pauvreté et réaliser les engagements biodiversité du cadre post-2020

Une initiative de partenariats qui rassemble :

- **Bailleurs:** Allemagne, Belgique, France, Norvège, Pays-Bas, République de Corée, Royaume-Uni (présidence), Suède et Union européenne.
- **Pays partenaires:** République centrafricaine, République du Cameroun, République du Congo, République démocratique du Congo (RDC), République gabonaise, et République de Guinée équatoriale.

Des partenaires de mise en oeuvre :

- **Des partenaires nationaux : 40 Ministres et agences impliqués à haut niveau** dont 7 Ministres de l'environnement et / ou des forêts, 6 Ministres de l'Aménagement du territoire et / ou du Foncier, 6 Ministres de l'Agriculture, 2 Ministres de l'Energie. Le suivi et la coordination sont assurés par la Présidence, le Premier Ministre ou le Ministère des Finances/Economie.
- **16 organisations de mise en oeuvre, dont :**
 - **8 Organisations multilatérales :** FAO, FENU, PNUD, FNUAP, ONU-Habitat, UNESCO, UNOPS et Banque mondiale.
 - **4 Agences de coopération bilatérale :** AFD, ENABEL, GIZ, et JICA.
 - **4 Fonds et ONGs :** Farm Africa, The Nature Conservancy, One Acre Fund, UICN.

Pourquoi l'Afrique centrale ?

Le changement climatique et la perte de biodiversité sont les plus grands défis de notre époque. Aucun autre phénomène n'a le potentiel de transformer notre planète aussi profondément.

Les forêts tropicales stockent et absorbent le carbone, et, bien qu'elles n'occupent que 6% de la surface de la planète, contiennent la moitié de sa biodiversité terrestre. Elles sont les seuls écosystèmes aptes à contrer les crises du climat et de la biodiversité que nous traversons. Les forêts sont aussi vitales pour les personnes qui y vivent ou en dépendent.

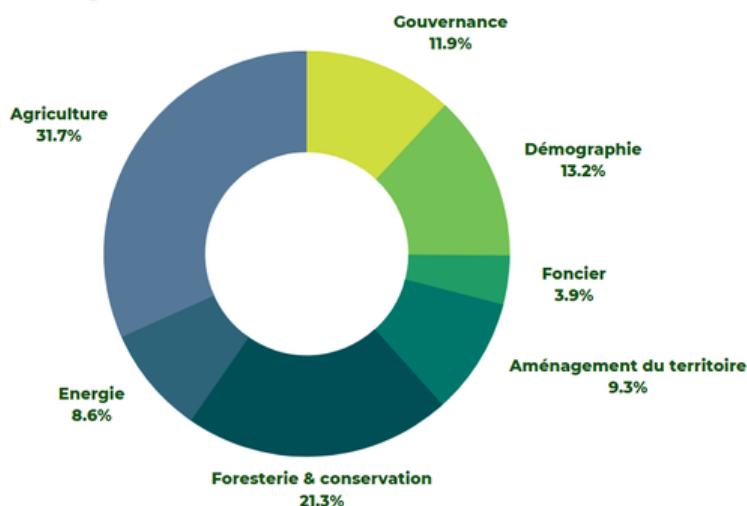
L'Afrique centrale est l'une des dernières régions au monde qui absorbent plus de carbone qu'elle n'en émettent. Sa forêt tropicale est la deuxième plus vaste au monde. Elle absorbe près de 1,5 milliards de tonnes de CO₂ par an, soit 4% des émissions mondiales annuelles. Elle arbore plus de 10 000 espèces de plantes et d'animaux. Elle est source de nutrition, d'énergie, d'habitat et de spiritualité pour plus de 40 millions de personnes, dans des pays aux indices de développement humain parmi les plus bas, et dont certains comprennent des zones de conflit.

Notre travail

En 2015, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, une coalition de bailleurs et de pays partenaires a créé l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI), dans le but de réduire le déboisement ainsi que la pauvreté. CAFI est à la fois un **fonds fiduciaire qui effectue des investissements sur le terrain** et une **plateforme de négociations politiques** pour un dialogue et des réformes de haut niveau.

Nos objectifs pour le climat, la biodiversité et le développement seront atteints via la mise en oeuvre de **cadres nationaux d'investissement qui découplent le développement de la déforestation**. Ces transformations socio-économiques doivent découler de mesures qui visent tout autant les moteurs directs de déforestation (agriculture, bois-énergie, foresterie et infrastructure/mines) que les moteurs indirects tels que l'absence d'aménagement du territoire, les régimes fonciers incertains, la faible gouvernance et la rapide croissance démographique.

CAFI : Investissements cumulés par résultat (déc 2022)



Notre portefeuille

- **RDC** : 20 programmes actifs couvrant 8 secteurs, pour un total de 367 M US\$.
- **Gabon** : 8 programmes actifs sur 6 secteurs pour un total de 48 M US\$, avec 150 M US\$ en accord de paiement basé sur les résultats dont 17 déjà versés.
- **République du Congo** : 6 programmes sur la surveillance des forêts, l'énergie, la planification de l'utilisation des terres et la gouvernance pour un total de 28M US\$.
- **République centrafricaine**: études de faisabilité et appui à la coordination intersectorielle en cours.
- **Cameroun, Guinée équatoriale**: dons préparatoires pour développer les Cadres nationaux d'investissement climat-forêts.
- **Régional**: 3 projets en cours: les investissements privés (fonds & Green); une étude sur les tendances et moteurs de la déforestation dans la région d'Afrique centrale (FAO); la capitalisation du Fonds d'accélération Nature+ (UICN).

Statut du Fonds CAFI

718M US\$ engagés
406M US\$ décaissés
40+ programmes financés

Des engagements ambitieux

CAFI et la RDC ont signé près de 700 millions US\$ à travers deux accords, appelées Lettres d'intention (2016-2020 et 2021-2030).

Dans le cadre du premier accord, 20 projets en RDC couvraient 8 secteurs pour réduire les émissions de CO2 de 45 millions de tonnes. Cet appui a permis des réformes clefs (énergie, aménagement du territoire, foncier, agriculture, gouvernance forestière), en sus d'investissements de terrain en appui direct aux populations rurales. Avec le 2ème accord, signé fin 2021 par le Président de la RDC et le Premier Ministre du Royaume-Uni (pour CAFI), la RDC s'engage à ce que **la déforestation ne dépasse pas son niveau de 2014-2016**.

Un accord historique de 150 M US\$ a été signé avec le Gabon pour des **paiements basés sur les résultats en termes de réductions d'émissions**. Le premier versement de 17 M US\$, effectué en 2021, finance la recherche et le suivi des forêts, les parcs nationaux, les voies vertes urbaines et la certification des concessions forestières.

Les présidents de la République du Congo et de la France (pour CAFI) ont signé en 2019 un accord de 66 M US\$ couvrant tous les secteurs productifs de l'économie. Cet accord comprend l'engagement à **la protection des tourbières en interdisant leur drainage et assèchement**, et à **l'interdiction de convertir les forêts à haut stock de carbone et à haute valeur de conservation**, et à limiter la conversion d'autres forêts à 20 000 hectares par an.